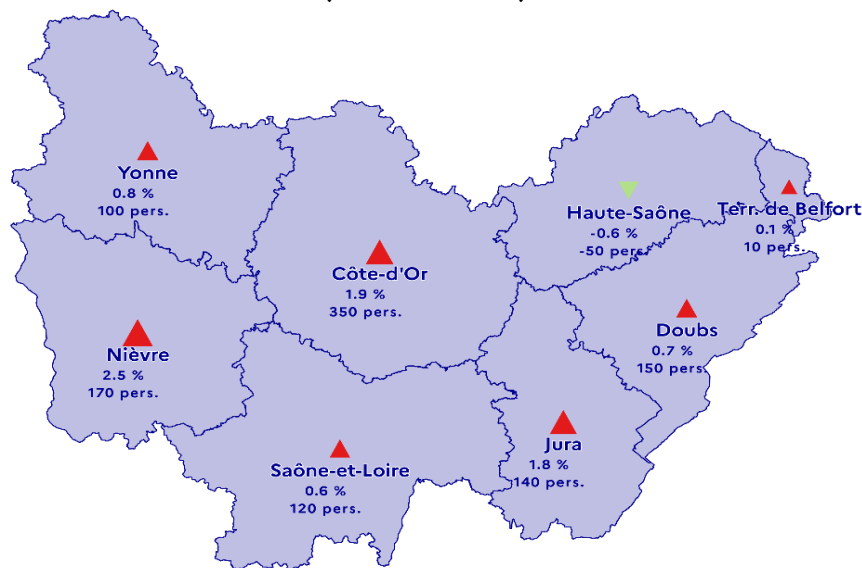


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
0,0 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 910** (+ 1,8 % sur un trim.)

Cat. B, C : **8 580** (- 1,6 % sur un trim.)

Cat. A, B, C : **16 490** (0,0 % sur un trim.)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,1 % au 2^{ème} trimestre 2022

+ 0,2 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2022

(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

EMPLOI SALARIÉ

88 170 au 2^{ème} trimestre 2022

+ 0,4 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

RECOURS À L'INTÉRIM

3 920 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2022

- 1,3 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

Au deuxième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Jura, soit près de 350 emplois de plus par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Hors intérim, l'emploi salarié progresse dans tous les secteurs. L'emploi a été le plus dynamique dans l'hébergement-restauration et l'industrie agro-alimentaire. Sur un an, l'emploi salarié affiche une hausse similaire à celle enregistrée au niveau régional (+1,1 %). En revanche, la demande en intérim continue de diminuer, excepté dans l'industrie où celle-ci progresse légèrement après un net fléchissement le trimestre dernier. Le dispositif d'activité partielle est largement moins mobilisé (sauf dans l'industrie) : près de 48 000 heures ont été chômées contre 72 000 au 1^{er} trimestre 2022. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA

(environ

3 600) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-6,7 %, soit -260), la plus forte baisse enregistrée dans la région.

Au troisième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Le nombre de créations d'entreprises est mieux orienté par rapport au 3^e trimestre 2021. La hausse de la demande d'emploi amorcée le trimestre précédent se confirme : la demande d'emploi (cat.A) s'accroît de 1,8 %, une hausse supérieure à celle enregistrée au niveau régional. La demande d'emploi des hommes augmente fortement, des difficultés certainement liées à la baisse de l'intérim observée depuis le début d'année dans les secteurs de la construction et de l'industrie. De même, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont moins nombreux sous l'effet d'un emploi intérimaire moins dynamique. En revanche, la demande d'emploi des femmes et des seniors est globalement stable. Par rapport à l'an dernier, les inscriptions à Pôle emploi sont en hausse et les sorties demeurent

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.63.01.70.09

Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2022

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Jura :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	7 910	+1,8	-9,2
Catégories B, C	8 580	-1,6	-4,8
Catégories A, B, C	16 490	0,0	-6,9

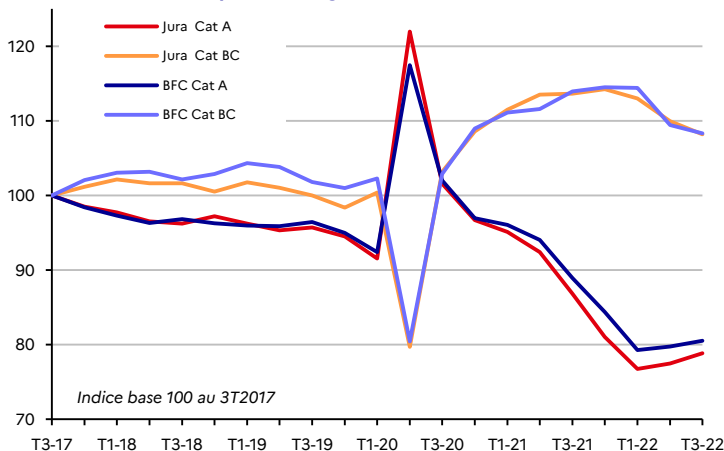
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	103 200	+1,0	-9,4
Catégories B, C	96 520	-1,0	-4,9
Catégories A, B, C	199 720	0,0	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégorie A	2022	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	4 070	+3,3	-9,2	+1,9	-10,1
< 25 ans	600	+1,7	-11,8	+3,4	-12,7
25 - 49 ans	2 260	+3,2	-8,9	+1,5	-10,3
50 ans et plus	1 210	+4,3	-8,3	+1,9	-8,2
Femmes	3 840	+0,3	-9,2	0,0	-8,7
< 25 ans	470	+2,2	-13,0	+0,5	-10,8
25 - 49 ans	2 170	+1,9	-8,1	+0,9	-7,7
50 ans et plus	1 200	-3,2	-9,8	-1,9	-9,7
Total	7 910	+1,8	-9,2	+1,0	-9,4
< 25 ans	1 070	+1,9	-12,3	+2,0	-11,9
25 - 49 ans	4 430	+2,3	-8,3	+1,2	-9,1
50 ans et plus	2 410	+0,4	-9,1	+0,1	-8,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C	2022	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	7 810	+0,9	-6,7	+0,5	-7,6
< 25 ans	1 130	-0,9	-11,0	+1,7	-12,5
25 - 49 ans	4 560	+1,6	-6,7	+0,2	-8,1
50 ans et plus	2 130	+0,9	-3,2	+0,4	-3,6
Femmes	8 680	-0,8	-7,2	-0,5	-7,0
< 25 ans	950	-5,0	-17,4	-2,2	-13,4
25 - 49 ans	5 100	+0,8	-6,1	-0,1	-6,8
50 ans et plus	2 630	-2,2	-5,4	-0,5	-4,7
Total	16 490	0,0	-6,9	0,0	-7,3
< 25 ans	2 080	-2,8	-14,0	-0,2	-12,9
25 - 49 ans	9 660	+1,2	-6,4	+0,1	-7,4
50 ans et plus	4 760	-0,8	-4,4	-0,1	-4,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 220	+2,2	-0,6	+2,2	-1,3
DELD :					
1 à 2 ans	3 110	-2,2	-19,2	-0,7	-18,5
2 à 3 ans	1 630	-6,3	-14,7	-6,3	-13,9
3 ans et plus	2 540	-0,8	-4,9	-2,0	-6,6
Total DELD	7 280	-2,7	-13,7	-2,4	-13,3
Part des DELD	44,1%	-1,3 pt	-3,5 pt	-1,1 pt	-3,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2022	Moyenne annuelle	
		2022	2021
Assurance chômage	7 600	7 890	9 920
Solidarité - Etat	760	770	800
Autres	140	150	160
Total DE indemnisés	8 500	8 810	10 880
Formation	670	720	740
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	49,1%		
BFC	44,8%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	450	+42	+10,4	+467	+11,3
Fin de mission d'intérim	167	+34	+25,6	+253	+18,5
Démission	122	+11	+9,9	+153	+14,4
Rupture conventionnelle	146	+21	+16,4	+30	+2,2
Licenc. économique	50	+11	+29,6	-58	-17,1
Autre licenciement	146	+19	+15,2	+103	+7,7
Première entrée ⁽¹⁾	103	-15	-13,0	-209	-12,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	323	-13	-4,0	+51	+1,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	281	-4	-1,3	-190	-5,1
Autre motif ⁽⁴⁾	94	+17	+21,6	+88	+7,4
Motif indéterminé	149	-16	-9,9	-143	-6,9
Total	2 030	+107	+5,5	+545	+2,5

- (1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2022	Var. annuelle en nbre	Var. annuelle en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	280	-35	-11,0	-406	-12,2
Entrée en stage ou formation	230	-20	-8,1	-220	-7,7
Arrêt de recherche**	174	-30	-14,6	-147	-7,1
dont maladie	97	-27	-21,8	-147	-11,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	864	+14	+1,6	-209	-2,1
Radiation administrative	132	-6	-4,4	+110	+6,4
Autre cas ⁽²⁾	144	-26	-15,1	-236	-12,1
Total	1 823	-103	-5,3	-1 109	-5,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO		T3 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
Catégorie A			Femmes	-25 ans	Seniors			
	1 Trim.					1 an		
Dole	3 210	+3,5	-8,5	48,9	14,0	29,9	6,7	
Lons-le-Saunier	2 920	+0,7	-11,8	48,6	13,7	30,8	6,2	
Saint-Claude	1 780	+0,6	-5,8	47,8	12,4	30,9	7,5	
Jura	7 910	+1,8	-9,2	48,5	13,5	30,5	6,7	

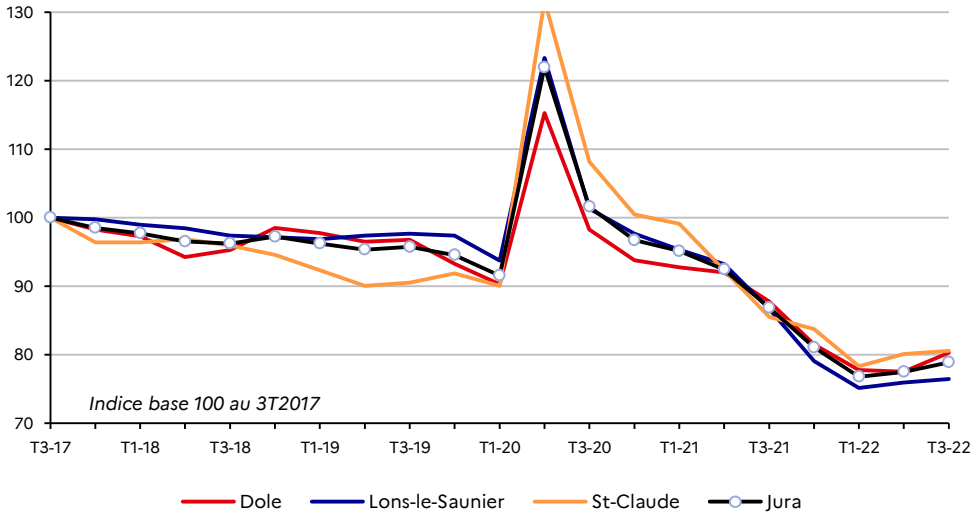
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreetts Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO		T3 2022		Var. (en %) sur		Plus de un an		
Catégories A, B, C				1 Trim.		T3 2022	Var. (en %) sur	
							1 Trim.	1 an
					1 an			
Dole		6 660	+0,6	-6,1		2 990	-1,6	-11,8
Lons-le-Saunier		6 200	-0,5	-8,8		2 700	-2,5	-15,1
Saint-Claude		3 630	-0,3	-5,2		1 590	-4,8	-15,0
Jura		16 490	0,0	-6,9		7 280	-2,7	-13,7

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
700	+1,4	700	-2,8
680	-4,2	670	-6,9
390	+11,4	370	-2,6
1 770	+0,6	1 740	-4,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreetts Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

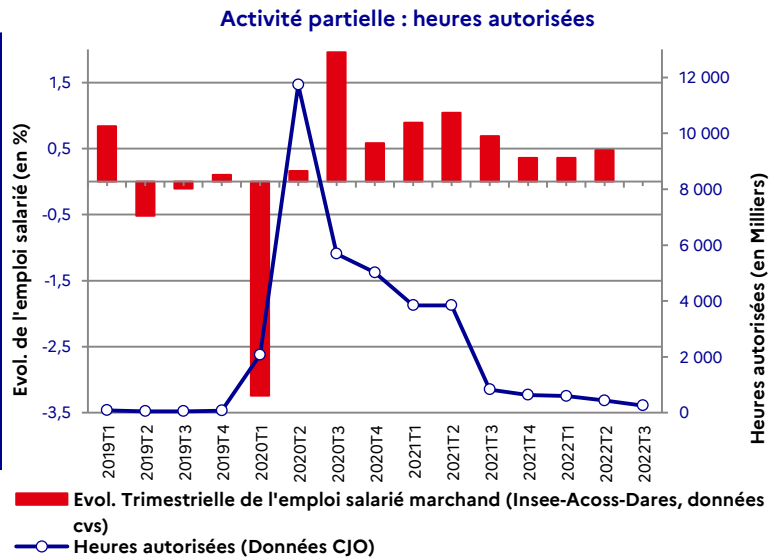
Activité partielle

Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T2 2022	T3 2022
Nombre de demandes en cours		138	85
Volume d'heures autorisées		439 921	262 209
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		349 553	184 060
Construction		5 193	6 332
Commerce		14 411	7 620
Services		70 764	64 197
Etablissements autorisés		115	73
dont :	étabs de 50 sal. et plus	28	13
Nombre de salariés concernés**		2 607	1 752
Total heures autorisées 12 mois glissés		2 510 478	1 941 285

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

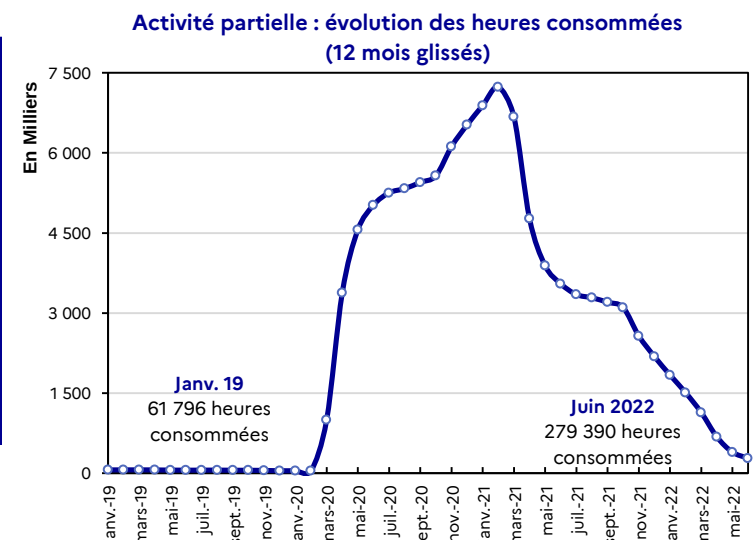


		Jura	
Heures consommées		T1 2022	T2 2022
Nombre d'heures consommées*		72 243	48 267
dont :			
Agriculture		35	0
Industrie		33 632	32 832
Construction		2 040	599
Commerce		4 540	3 187
Services		31 997	11 649
Etabs ayant consommé des heures		215	73
dont :	étabs de 50 sal. et plus	32	19
Nombre de salariés concernés**		816	519
Total heures consommées 12 mois glissés		1 137 907	279 390

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
 ** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T3 2022	Evol./T3 2021
			(en %)
Nombre de créations d'entreprises		667	+11,9
dont :			
Entreprises individuelles		137	+16,1
Micro-entrepreneurs		385	+17,4
Sociétés		145	-3,3
Cumul sur 12 mois glissés		2 777	-0,4
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		282	+5,2
Cumul sur 12 mois glissés		1 185	-2,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations

Défaillances d'entreprises

		Jura	
Ouvertures de procédures		T3 2022	Evol./T3 2021
			(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		35	+118,8
dont :			
Sauvegardes		s	s
Redressements judiciaires		9	+125,0
Liquidations judiciaires directes		26	+160,0
Nombre d'emplois menacés		91	-5,2
dont :			
Agriculture		11	ns
Industrie		28	-30,0
Construction		8	-68,0
Commerce		14	+40,0
Services		30	+42,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		119	+38,4

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %
Agriculture	1 490	+10	+0,4	+100	+7,3	1 490	+10	+0,4	+100	+7,3
Industrie	18 930	+60	+0,3	-170	-0,9	21 110	+70	+0,3	+10	+0,1
Industrie agro-alimentaire	4 130	+40	+1,0	+20	+0,4	4 630	+40	+0,9	+80	+1,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 290	0	+0,0	-10	-1,1	1 350	-10	-0,4	-10	-1,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 040	0	-0,3	-10	-0,9	1 160	-20	-1,3	-10	-0,8
Matériels de transport	840	0	-0,6	-10	-0,9	1 020	+30	+2,9	+50	+5,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 630	+30	+0,2	-150	-1,3	12 950	+20	+0,1	-100	-0,8
Construction	5 480	+40	+0,7	+100	+1,8	5 750	-20	-0,3	+50	+0,8
Commerce ; réparation auto.	11 580	+120	+1,0	+300	+2,6	11 880	+110	+1,0	+310	+2,7
Services marchands	18 170	+90	+0,5	+560	+3,2	18 950	+100	+0,5	+610	+3,3
Transports et entreposage	3 900	+10	+0,1	+50	+1,3	4 150	+30	+0,6	+60	+1,5
Hébergement et restauration	2 950	+40	+1,5	+100	+3,4	2 960	+40	+1,2	+90	+3,3
Information et communication	370	0	-0,0	+10	+2,6	370	0	-0,3	+10	+3,1
Services financiers	1 560	+20	+1,1	+30	+1,8	1 570	+10	+0,6	+10	+1,0
Services immobiliers	440	0	-0,5	-10	-3,2	440	0	-1,0	-20	-3,4
Services aux entreprises	5 500	+30	+0,5	+260	+5,0	6 000	+30	+0,5	+300	+5,2
Services aux ménages	3 440	0	-0,1	+130	+4,0	3 460	0	+0,0	+140	+4,2
Services non marchands	28 930	+80	+0,3	-120	-0,4	28 990	+80	+0,3	-100	-0,3
Ensemble	84 590	+400	+0,5	+770	+0,9	88 170	+350	+0,4	+980	+1,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

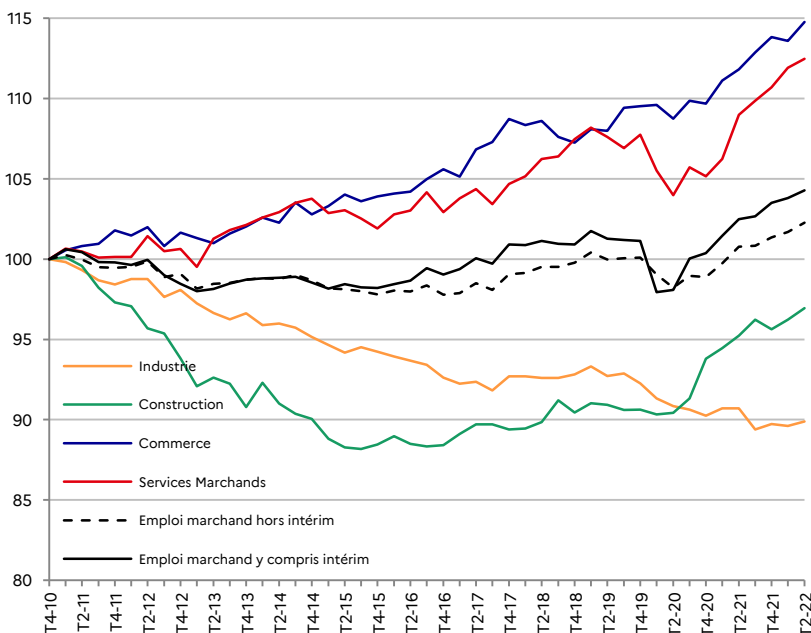
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

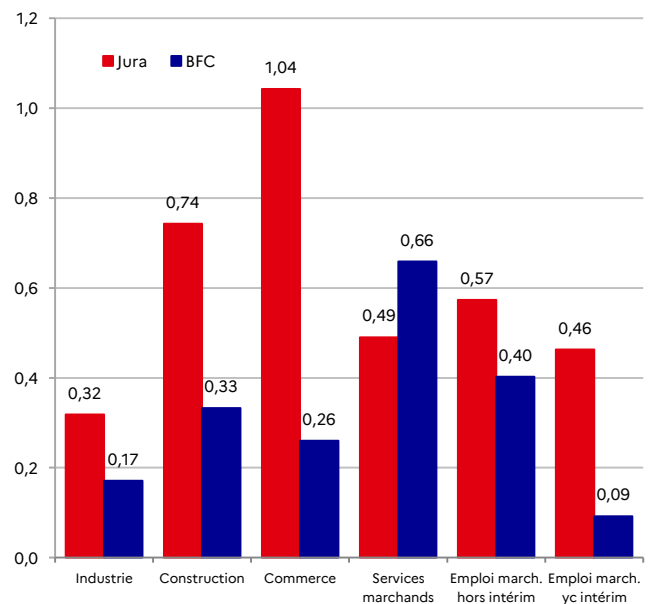
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.



Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,2	+0,1	s	s	s	1,9	+0,2
Industrie	2 260	+0,7	+11,5	10,6	+1,1	2 220	-6,3	+7,8	2,3	+0,1
Construction	440	-7,2	-6,0	7,4	-0,6	440	-12,0	-4,3	3,3	+0,2
Commerce	360	-6,3	+5,5	3,0	+0,1	370	-2,6	+12,1	1,4	+0,1
Services	860	-1,2	+4,2	4,5	+0,0	900	-3,2	+13,9	1,1	-0,3
Ensemble	3 920	-1,3	+7,1	6,6	+0,3	3 930	-6,2	+8,0	1,9	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

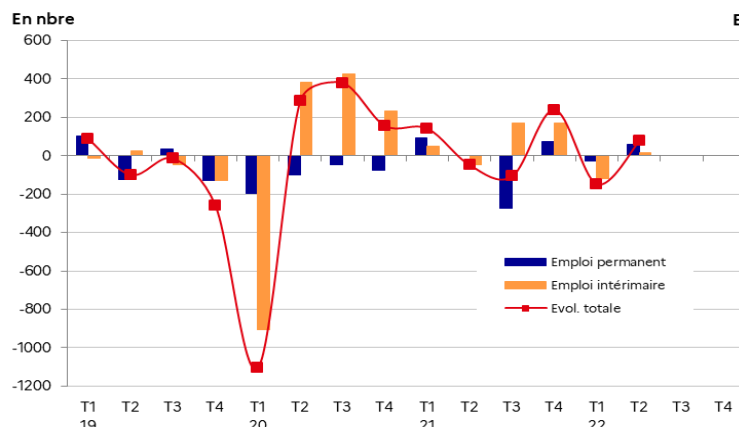
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

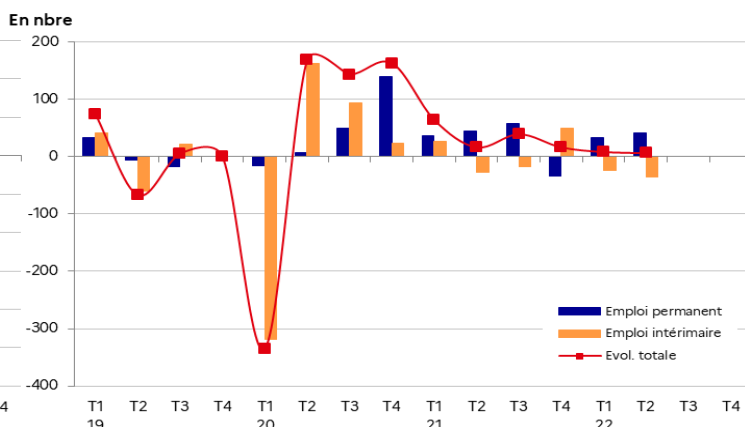
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

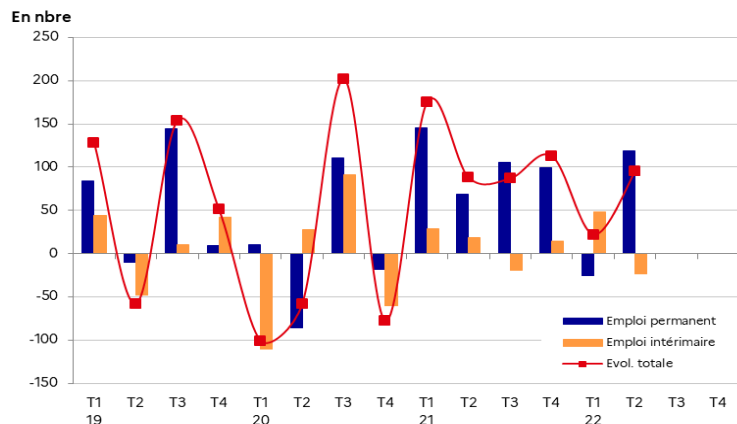
Industrie



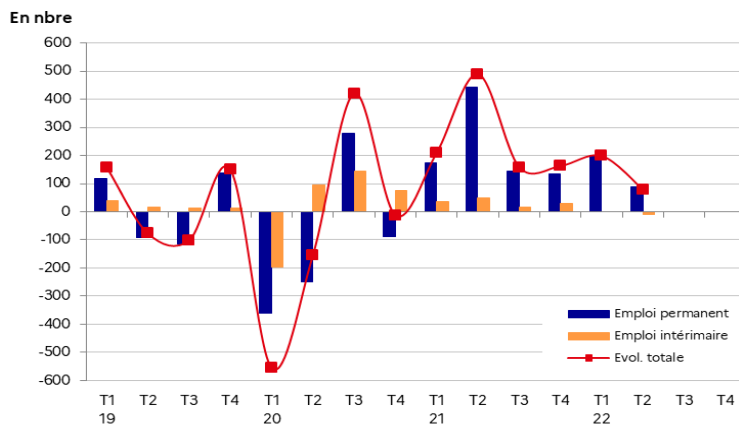
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2 ^{ème} trimestre 2022						
Embauches		1 190	502	1 993	12 109	15 794
Répartition en %		7,5	3,2	12,6	76,7	100,0
dont en % :						
	CDD	47,6	55,0	68,7	90,1	83,1
	< 25 ans	32,2	26,5	54,8	28,8	32,2
	25 - 49 ans	47,3	60,0	33,5	44,6	43,9
	50 - 54 ans	8,3	7,2	4,1	8,8	8,1
	55 ans ou plus	12,2	6,4	7,6	17,8	15,7
	Femmes	41,4	12,5	57,8	61,3	57,8
Sorties		1 277	602	1 735	11 527	15 141
Répartition en %		8,1	3,8	11,0	73,0	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	27,5	25,7	48,3	84,1	72,9
	dont CDD < 1 mois	42,2	34,8	69,1	89,2	85,5
	Demissions	26,9	33,2	23,6	7,0	11,6
	Licenciements économiques	9,0	3,3	0,5	0,5	1,3
	Licenc. non économiques	12,5	15,4	7,7	2,6	4,5
	Retraite	8,1	6,0	3,2	1,0	2,0
	Ruptures Conventionnelles	6,4	6,3	5,0	1,4	2,4
	< 25 ans	22,7	22,6	45,8	25,6	27,6
	25 - 49 ans	46,2	57,0	37,4	45,7	45,2
	50 - 54 ans	9,3	8,0	5,1	8,9	8,5
	55 ans ou plus	21,8	12,5	11,8	19,8	18,8
	Femmes	40,1	11,1	56,5	61,4	57,0

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2^{ème} trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 47,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,3 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

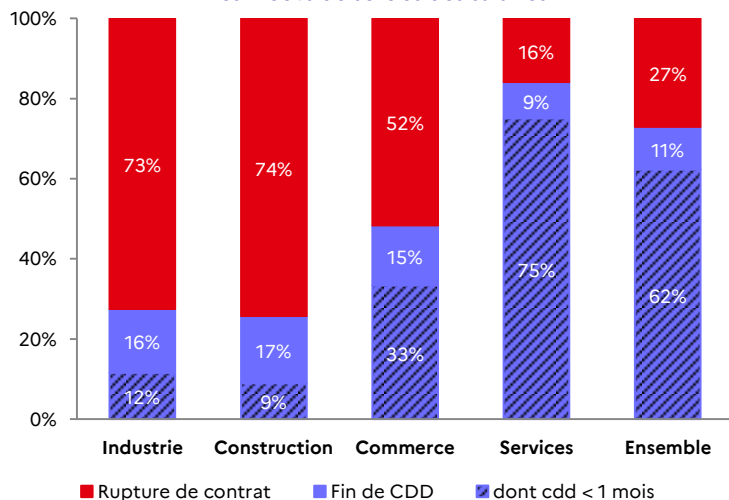
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

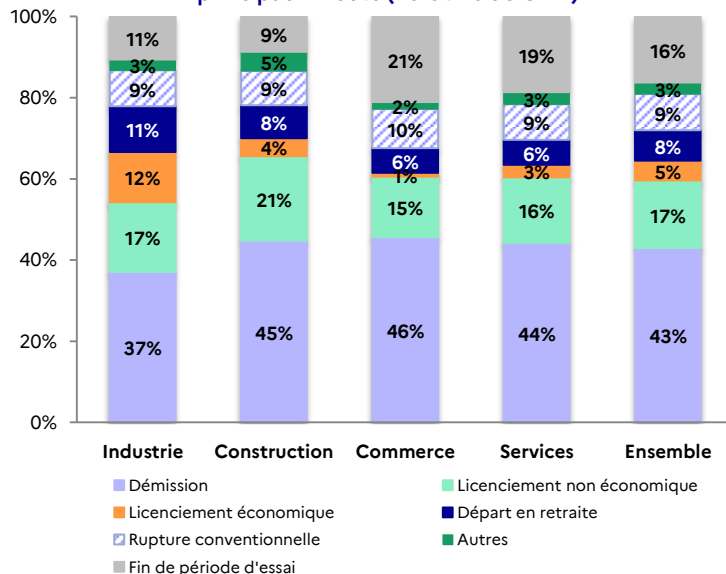
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 33 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2 ^{ème} trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,1	57,7	14,8	17,4	52,5	30,3
Embauches		5 092	6 935	1 287	2 480	9 129	2 953
dont en % :							
	CDD	88,2	76,9	80,4	91,2	87,4	90,5
Sorties		4 174	6 845	1 283	2 839	8 633	2 369
dont en % :							
	Fins de CDD	76,8	69,3	73,4	75,6	79,0	81,2
	dont CDD < 1 mois	83,7	83,5	88,2	91,1	87,5	86,3
	Demissions	11,5	15,4	8,7	4,1	9,3	9,7
	Licenciements économiques	0,1	1,3	4,0	1,8	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	4,9	4,8	5,4	2,7	3,5	3,6
	Retraite	0,0	0,0	0,1	10,8	1,5	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,0	3,4	3,0	1,8	2,3	0,8

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,2 % ont signé un CDD.

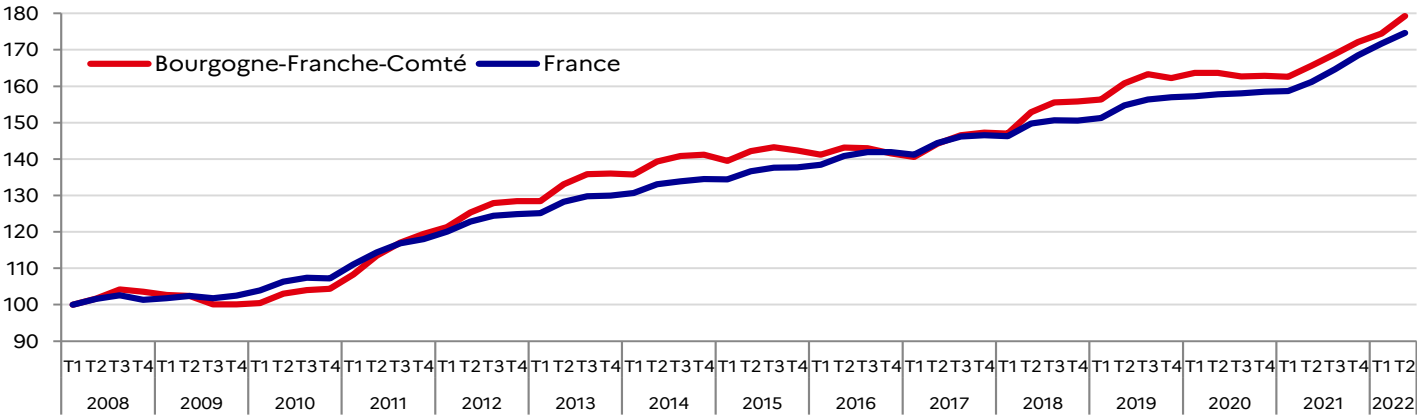
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 620	21,9	-0,1	+2 650	+1,2	175	0,4	+3,6	+28	+19,0
Doubs	222 456	197 950	20,0	+0,1	+2 090	+1,1	30 308	71,7	+2,7	+2 270	+8,1
Jura	105 149	88 170	8,9	+0,4	+980	+1,1	6 995	16,5	+2,6	+422	+6,4
Nièvre	70 977	64 490	6,5	+0,1	+650	+1,0	16	0,0	+6,7	+2	+14,3
Haute-Saône	92 428	69 040	7,0	-0,1	+430	+0,6	596	1,4	+4,9	+94	+18,7
Saône-et-Loire	211 125	191 580	19,4	+0,0	+2 460	+1,3	205	0,5	+1,0	+17	+9,0
Yonne	126 632	110 150	11,2	-0,0	+740	+0,7	27	0,1	+12,5	+6	+28,6
Territoire de Belfort	55 791	49 440	5,0	+0,1	+270	+0,5	3 948	9,3	+3,4	+383	+10,7
BFC	1 105 129	987 430	100,0	+0,0	+10 280	+1,1	42 270	100,0	+2,8	+3 222	+8,3

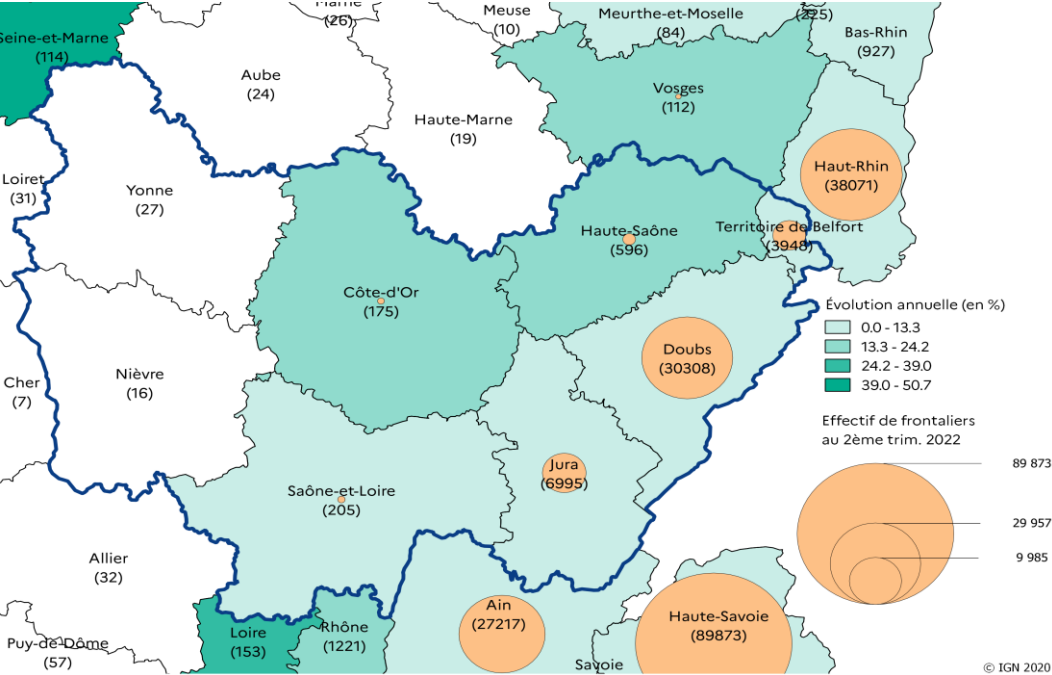
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résident en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,1 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 308 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2022	2022	cumul 2022	cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	94	232	-26,1	-25,7
dt jeunes	15	47	-48,9	-20,5
dt Education Nat.	6	9	+28,6	-26,7
dt Collectivités	16	55	-39,6	-44,1
dt résidents QPV	16	40	+185,7	-5,2
dt résidents ZRR	22	54	-	-
CIE Jeunes	30	96	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	89	319	-54,0	-42,4
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	153	469	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	s	9	-67,9	-22,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2022)				
- secteur public	s	s	-33,0	-25,0
- secteur privé	63	162	+6,0	+7,0

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

nd : non disponible

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2022	2022	cumul 2021
Côte d'Or	406	406	+8,6
Doubs	458	458	0,0
Jura	303	303	-11,7
Nièvre	201	201	-26,4
Haute-Saône	213	213	+33,1
Saône-et-Loire	501	501	-11,3
Yonne	396	396	-4,3
Territoire de Belfort	161	161	+59,4
BFC	2 639	2 639	-1,8

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	Jura		BFC
Données provisoires	T3	Var.(%)/	Var.(%)/
	2022	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	145	-25,6	-20,4
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	202	-5,6	-29,4
IAE (au 1T2022)	997	+4,4	+3,2

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 877	-3,6	37 553	+3,1	8 507	+4,0	1 733	-10,0
Doubs	12 517	-1,3	33 250	+2,3	10 367	+1,0	1 953	-5,9
Jura	3 623	-6,7	15 457	+1,5	5 220	+2,2	780	-4,5
Nièvre	5 700	-2,3	13 600	+0,8	6 273	+0,6	897	-9,4
Haute-Saône	4 083	-4,1	15 123	+0,7	5 363	+1,5	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 033	-5,3	36 703	+2,3	11 797	+2,8	2 193	-9,6
Yonne	8 770	-3,5	23 267	+1,6	7 737	+3,3	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 290	-0,2	9 697	+3,0	2 367	+2,6	750	-0,9
BFC	58 893	-3,3	184 650	+2,1	57 630	+2,3	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

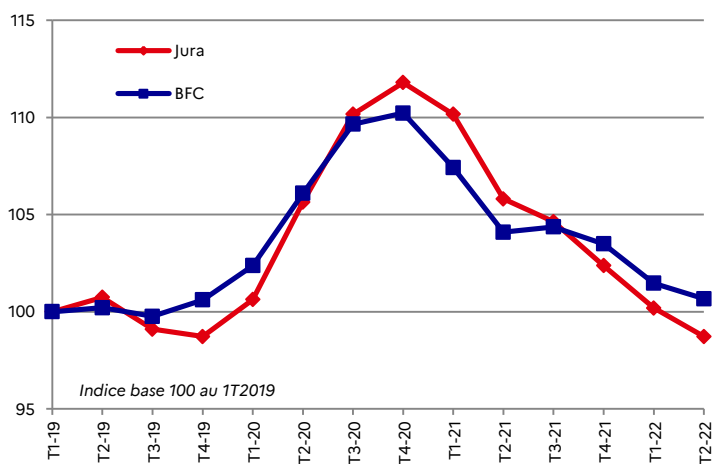
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

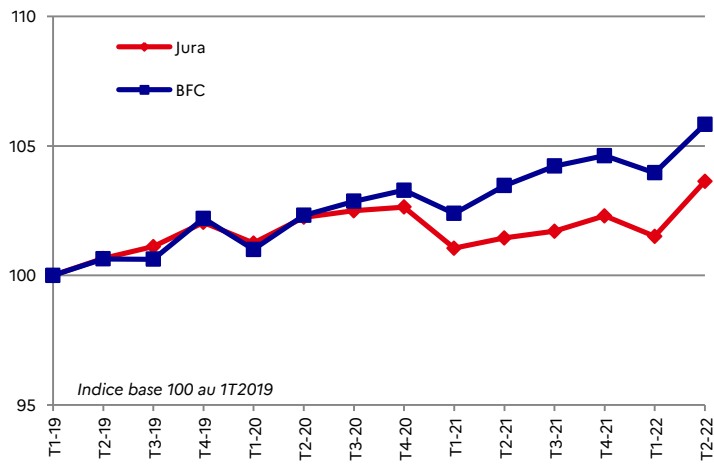
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

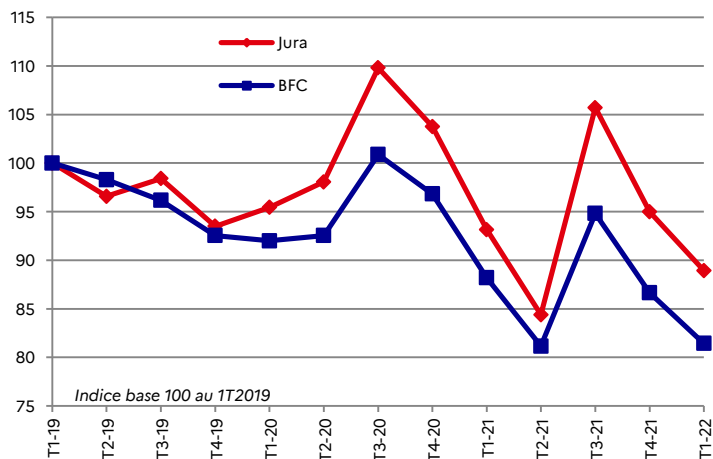
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

